

La leçon du 17 octobre

« En démocratie rien ne justifie la violence, [...] ni contre des biens, ni contre des personnes », Emmanuel Macron, conférence de presse au Qatar, 21 octobre 2026¹.

« N'oubliez jamais que l'État, même dans la république la plus démocratique, et pas seulement dans une monarchie, n'est qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre. » Vladimir Lénine, *De la « Démocratie » et de la dictature*².

1) Le 17 octobre 2026 aurait pu constituer un épisode parmi d'autres de la remise en mouvement, lente et discontinue, du prolétariat en France. Sous couvert d'un appel à manifester lancé au nom des Gilets jaunes, désormais disparus de la scène politique, évoqués en premier lieu par les médias des classes dominantes, toujours en quête de symboles vendables, la colère de segments des classes subalternes contre la vie chère devait s'exprimer dans les rues et sur les places de France.

À ce thème absolument central des rapports de classe contemporains s'est ajouté celui de la révolte d'une partie de la jeunesse scolarisée contre l'école du capital. Cette révolte est d'autant plus importante que le marché du travail subit des secousses considérables, sous l'effet de trois phénomènes caractéristiques de la période actuelle : la crise fiscale des États, les préparatifs de guerre engagés par bon nombre d'États capitalistes et l'irruption de l'IA dans le procès de travail. La convergence de ces trois facteurs crée les conditions nécessaires et suffisantes d'un recul significatif de la démocratie sociale, c'est-à-dire de l'affaiblissement des bases indispensables au maintien du « contrat social » entre les classes dominantes et les classes subalternes. Il en résulte un affaiblissement singulier de la société civile du capital. Les secteurs les plus durement touchés sont ceux qui subissent de plein fouet la diminution des dépenses « sociales » de l'État, ceux qui voient leurs emplois se précariser davantage, voire disparaître purement et simplement sous l'effet des nouveaux procès de travail automatisés, ainsi que la grande masse des jeunes scolarisés. Pour ces derniers, le système capitaliste ne semble offrir d'autre perspective qu'un chômage à vie, entrecoupé de boulots mal payés et aléatoires. À ces catégories s'ajoutent les salariés de l'État qui seront sacrifiés sur l'autel de la compression des dépenses publiques afin de financer les préparatifs à la guerre.

2) Tous ces secteurs du prolétariat commencent à exprimer, individuellement et collectivement, leur mécontentement. La colère ne prend toutefois pas encore la forme d'une rébellion durable, structurée et, surtout, solidement ancrée dans les lieux de travail, d'étude et de vie. Même parmi les jeunes scolarisés, où le mouvement tente de s'inscrire dans la durée, les premiers signes d'essoufflement apparaissent sans pour autant que l'on puisse préjuger à ce stade de sa capacité à rebondir. La forme de rébellion qui continue de s'imposer est donc principalement celle de la manifestation en centre-ville. En revanche, l'auto-organisation des luttes et leur enracinement dans les lieux d'exploitation et d'oppression, comme dans les quartiers populaires, demeurent à leur niveau le plus faible. Cette carence explique en grande partie le caractère éruptif et trop souvent éphémère des mouvements actuels de contestation de l'ordre existant. L'ersatz d'enracinement que constituent les dispositifs d'encadrement des luttes reste entièrement entre les mains des corps intermédiaires de l'État, au premier rang desquels figurent les syndicats. Dans ce contexte, la manifestation représente à la fois une épreuve ponctuelle de force, notamment lorsqu'elle rassemble des centaines de milliers de participants, comme le 17 octobre, et un substitut à l'enracinement défaillant. Elle ne constitue donc pas le point d'orgue d'une montée en puissance systématique et auto-organisée du mouvement, exprimant de la sorte sa volonté d'aller plus loin et d'unifier davantage les prolétaires en lutte. Ritualisée et abstraite des territoires productifs et reproductifs, la manifestation entretient de facto une illusion de force. Au mieux, elle sert de mégaphone au sempiternel appel à la grève générale salvatrice. Or, bâtie sur des bases aussi bancales, cette grève générale relève du mirage. Seul l'enracinement des luttes porte en lui la potentialité d'un pouvoir ouvrier exercé précisément là où l'exploitation et la soumission fondent le pouvoir des classes dominantes actuelles.

3) Les limites intrinsèques de la « manifestation du samedi » apparaissent au grand jour lorsqu'elle est instrumentalisée par des violences d'opportunité. Ces violences dites urbaines sont le fait de deux

¹ Violences du 17 octobre : Emmanuel Macron prévient que les fauteurs de troubles «seront empêchés» samedi

² Publié, le 3 décembre 1919, dans la *Pravda* No. 2. Lénine, Œuvres complètes, Tome 28, p. 385. En anglais, *in* : <https://www.marxists.org/archive/lenin/works/1918/dec/23.htm>

composantes plus ou moins distinctes. La première est constituée par ce que l'on appelle le black bloc. Composé, dans sa grande majorité, d'éléments sommairement politisés, celui-ci prétend combattre le pouvoir établi dans la rue, en marge de manifestations généralement pacifiques. Défilés qui lui offrent la possibilité d'agir en se réfugiant en suite au milieu de la masse des participants. Le black bloc procède par des attaques-surprises menées par des petits groupes mobiles contre les forces de répression et contre les symboles du capitalisme, dont les agences bancaires, les agences d'intérim, etc. L'émeute insurrectionnelle est ainsi proposée – il faudrait plutôt dire imposée – comme stratégie révolutionnaire à des participants la plupart du temps étrangers à l'action violente. Au-delà de l'ineptie consistant à prétendre que le rapport social capitaliste puisse être ne serait-ce que secoué par la multiplication de poubelles incendiées, de devantures de boutiques éventrées et de policiers blessés, ces éléments expriment, par leurs actes, un profond mépris pour les participants aux « manifestations du samedi ». Ils les traitent de facto comme des moutons qu'il faudrait entraîner dans leur sillage en embrasant les défilés. *Mutatis mutandis*, au lieu de subordonner leurs actions à l'état réel d'un mouvement contestataire aux multiples facettes et encore balbutiant, les autoproclamés antiautoritaires libertaires du black bloc ne sont en fait que le miroir inversé des agissements des classes dominantes. Les patrons utilisent en premier lieu la contrainte du travail salarié pour obtenir la soumission des sans réserves. Le black bloc, quant à lui, expose les manifestants à la répression étatique pour les contraindre à adhérer à sa vision du monde, à la fois rudimentaire et préjudiciable. Par leurs agissements, ces groupes suscitent une certaine peur dans la population, peur que l'État s'emploie à amplifier. Le black bloc contribue ainsi indirectement à l'accélération de la formation d'un bloc social réactionnaire et, par là même, à la transformation, déjà bien avancée par ailleurs, de la démocratie libérale en démocratie plébiscitaire. Pire encore, par sa « thérapie de conversion » à l'émeute, le black bloc confisque aux prolétaires leur capacité à exercer de manière autonome leur propre force de classe lorsque les circonstances rendent cet exercice nécessaire. En somme, le black bloc est fonctionnel à la sacralisation de la « manifestation du samedi » et, ce faisant, en conforte les limites. La voie vers l'exercice de la force de classe ne passe pas par la succession mécanique d'actions violentes, de répression, de réactions, etc. Elle s'affirme, au contraire, par et en fonction de la progression concrète du pouvoir ouvrier dans les territoires productifs et reproductifs du système capitaliste.

4) La seconde composante des perturbateurs d'opportunité qui interviennent dans les « manifestations du samedi » est constituée par les pillers. Profitant du fait que le black bloc accapare l'attention des forces de répression, ceux-ci sont indifférents aux objectifs politiques des premiers. La preuve en est qu'ils se manifestent indifféremment à l'occasion d'événements sportifs, de réactions parfaitement légitimes aux violences policières, de grandes manifestations ouvrières ponctuées de grèves ou de « manifestations du samedi ». Ce qui les intéresse, c'est de profiter des désordres pour se livrer au pillage, individuellement ou par petits groupes. Leur composition sociologique est largement connue, tant les experts des classes dominantes se sont penchés sur eux. Selon les sociologues, il s'agit majoritairement de jeunes, voire de très jeunes, issus des banlieues et des cités les plus pauvres, souvent ravagées par le commerce des stupéfiants. Beaucoup d'entre eux appartiennent à des familles éclatées, ils sont partiellement ou totalement déscolarisés et sont fréquemment victimes de discriminations raciales. Ce sont donc des prolétaires. Leur désir de posséder des biens de consommation qui leur sont inaccessibles ne doit pas être condamné pour des raisons morales. Pour autant, il est bon de souligner que ce désir révèle une soumission totale au fétichisme de la marchandise. Mais le problème de fond réside dans leur absence complète d'identification à leur propre classe. Il n'est pas rare en effet qu'ils commentent des actes d'une extrême agressivité, y compris, le cas échéant, à l'encontre de leurs frères de classe. La dimension collective, pourtant bien réelle, des expropriations n'est comprise que comme un moyen de garantir l'impunité et de réduire les risques d'être capturés. Il s'agit donc d'une violence prépolitique, qui nuit à l'émergence d'un exercice prolétarien de la force. N'en déplaise aux idéologues extrémistes de salon, toujours prompts à reconnaître dans les pillers le énième « nouveau sujet révolutionnaire » appelé à remplacer la classe ouvrière, désormais annihilée selon eux.

5) Le but de la violence prolétarienne est parfaitement défini par Lénine lorsqu'il rappelle l'expérience de la révolution de 1905.

« Il y eut d'abord les grèves économiques des ouvriers (1896-1900), puis les manifestations politiques des ouvriers et des étudiants (1901-1902), les révoltes paysannes (1902), le début des grèves politiques de masse diversement combinées à des manifestations (Rostov 1902, les grèves de l'été 1903, le 9 janvier 1905), la grève politique générale de toute la Russie accompagnée de cas locaux de combats de barricades (octobre 1905), les combats de barricades de masse et l'insurrection armée

(décembre 1905), la lutte parlementaire pacifique (avril-juin 1906), les révoltes militaires partielles (juin 1905-juillet 1906) et les révoltes paysannes partielles (automne 1905-automne 1906). » Lénine, *La guerre de partisans*³.

Les barricades et l'insurrection sont présentées ici comme le produit direct des grèves politiques de masse et de la grève générale qu'elles ont rendue possible. La violence prolétarienne est ainsi conçue comme une forme particulière de lutte : la lutte armée. Celle-ci peut être directement massive, comme aux points culminants du cycle politique prolétarien, ou être menée par petits groupes. Mais la lutte armée menée par petits groupes n'est jamais disjointe des masses exploitées, de leur degré de lutte et de détermination politique autonome, et doit toujours correspondre à un projet politique de libération.

Lénine poursuit :

« Le phénomène qui nous intéresse, c'est la lutte armée. Elle est menée par des individus et par de petits groupes. Certains appartiennent à des organisations révolutionnaires, tandis que d'autres (la majorité dans certaines régions de Russie) n'appartiennent à aucune organisation révolutionnaire. La lutte armée poursuit deux buts différents, qu'il faut distinguer rigoureusement : en premier lieu, elle vise à l'assassinat d'individus, chefs et subordonnés de l'armée et de la police ; en second lieu, elle vise à la confiscation de fonds en argent, tant du gouvernement que de particuliers. Les fonds confisqués vont en partie dans la caisse du Parti, en partie à l'objectif spécial d'armer et de préparer l'insurrection, et en partie à l'entretien des personnes engagées dans la lutte que nous décrivons. Les grandes expropriations (comme celle du Caucase, de plus de 200 000 roubles, et celle de Moscou, de 875 000 roubles) sont allées en fait avant tout aux partis révolutionnaires ; les petites expropriations vont le plus souvent, et parfois entièrement, à l'entretien des "expropriateurs". [...] L'aggravation de la crise politique jusqu'à la lutte armée et, en particulier, l'aggravation de la misère, de la faim et du chômage dans les villes et les campagnes, a été l'une des causes importantes de la lutte que nous décrivons. Cette forme de lutte a été adoptée comme forme préférable, voire exclusive, de lutte sociale par les éléments vagabonds de la population, le lumpenprolétariat et les groupes anarchistes... On dit que la guerre de partisans rapproche étroitement les prolétaires conscients de la racaille dégradée et ivrogne. C'est vrai. Mais cela signifie seulement que le parti du prolétariat ne peut jamais considérer la guerre de partisans comme la seule, ni même comme la principale méthode de lutte ; cela signifie que cette méthode doit être subordonnée aux autres méthodes, qu'elle doit être proportionnée aux méthodes de lutte principales, et qu'elle doit être ennoblie par l'influence éclairante et organisatrice du socialisme. Et sans cette dernière condition, toutes, absolument toutes les méthodes de lutte dans la société bourgeoise mettent le prolétariat en contact étroit avec les diverses couches non prolétariennes situées au-dessus et au-dessous de lui et, si on les abandonne au cours spontané des événements, elles s'effilochent, se corrompent et se prostituent.⁴ »

Dans une note de *La guerre de partisans*, le chef révolutionnaire russe précise également :

« Aussi, n'est-il pas superflu de rappeler que, dans le projet de résolution sur les actions de partisans, la fraction des bolcheviks qui défendent les actions de partisans proposait les conditions suivantes pour leur reconnaissance : les "expropriations" de biens privés ne devaient être permises en aucun cas ; les "expropriations" de biens de l'État ne devaient pas être recommandées mais seulement permises, à condition d'être contrôlées par le Parti et que leur produit serve aux besoins d'une insurrection. Les actes de partisans sous forme de terrorisme devaient être recommandés contre les fonctionnaires brutaux du gouvernement et les membres actifs des Cent-Noirs, mais à condition : 1) que l'on tienne compte de l'état d'esprit des masses ; 2) que l'on tienne compte des conditions du mouvement ouvrier dans la localité donnée ; et 3) que l'on veille à ce que les forces du prolétariat ne soient pas dispersées.⁵ »

6) Au-delà des spécificités de l'acte révolutionnaire de 1905, en Russie, que Lénine traite ici, un principe ressort avec une rare clarté : la lutte armée s'inscrit pleinement dans la tactique révolutionnaire, dont l'élaboration et la mise en œuvre relèvent de la responsabilité propre des organisations politiques révolutionnaires de la classe ouvrière. La lutte armée de classe ne saurait être le fait de petits groupes isolés agissant pour leur propre compte et selon leurs intérêts particuliers. Au risque de la répétition, le premier critère justifiant et rendant possible une action armée de classe est son lien étroit avec les masses prolétariennes : elle doit correspondre à « l'état d'esprit » de celles-ci. Le deuxième critère renvoie implicitement à l'exigence de ne pas entrer en contradiction avec les « conditions du mouvement ouvrier dans la localité donnée ». Par extension, l'action armée de classe doit renforcer l'enracinement du mouvement ouvrier là où la domination du capital et de son Etat ont leur origine. Le dernier critère insiste sur l'impérieuse nécessité que l'exercice de la force de classe par des groupes de partisans permette de développer les « forces

³ Publié dans *Proletary*, n° 5, 30 septembre 1906. Lénine, Œuvres complètes, Tome 11, p. 247. En anglais, in : <https://www.marxists.org/archive/lenin/works/1906/gw/ii.htm>

⁴ *Ibidem*, p. 218.

⁵ *Ibidem*, p. 224-225.

du prolétariat » et non de les disperser ou de les réduire. Toute action violente de classe doit être subordonnée à l'objectif de renforcer politiquement la classe révolutionnaire et son organisation autonome.

Dans ses *Projets de résolutions pour le Congrès d'unification du P.O.S.D.R.*⁶ Lénine consacre un chapitre de la « Plate-forme tactique pour le Congrès d'unification du P.O.S.D.R. » (1906) aux « actions armées ». On peut y lire :

« (1) que le Parti doit considérer les actions armées des détachements qui lui sont affiliés ou associés comme étant, en principe, admissibles et souhaitables dans la période actuelle ; (2) que le caractère de ces actions armées doit être adapté à la tâche de former des dirigeants des masses ouvrières en période d'insurrection, et d'acquérir de l'expérience dans la conduite d'opérations militaires offensives et par surprise ; (3) que l'objectif primordial et immédiat de ces actions armées est de détruire l'appareil gouvernemental, policier et militaire, et de mener une lutte implacable contre les organisations actives des Cent-Noirs qui usent de violence contre la population et l'intimident ; (4) que les actions armées sont également admissibles pour s'emparer des fonds appartenant à l'ennemi, c'est-à-dire au gouvernement autocratique, afin de subvenir aux besoins de l'insurrection, en veillant tout particulièrement à ce que les intérêts du peuple soient lésés le moins possible ; (5) que les actions armées doivent être menées sous le contrôle du Parti et, de plus, de manière à éviter que les forces du prolétariat ne soient dispersées et à garantir que l'état du mouvement ouvrier et l'humeur des larges masses de la localité concernée soient pris en compte.⁷ »

On ne peut pas être plus clair.

Paris, le 22 octobre 2026.

⁶ Lénine, Œuvres complètes, Tome 10, p. 149. En anglais, in : Lenin: A Tactical Platform for the Unity Congress of the R.S.D.L.P.

⁷ Lénine, Œuvres complètes, Tome 10, p. 156-157 En anglais, in : Lenin: 1906/tactplat: Armed Uprising